

Abonnements :
 Ville : 6 mois . . . 4 fr.
 1 an . . . 7,50
 Nord et Pas-de-Calais
 6 mois . . . 5 fr.
 1 an . . . 9,50

Le Journal paraît le
 Mardi, Jeudi et Samedi de
 chaque semaine.

JOURNAL D'ARMENTIÈRES

Revue Politique, Littéraire & Commerciale

Locales : 1 fr. la ligne.
 Annonces : 20 c. la ligne
 Réclames : 40 c. id.
 Actes de sociétés : 0,15 c.

Les Bureaux du Journal
 sont ouverts tous les
 jours, le Dimanche ex-
 cepté, de 8 heures du
 matin à 5 heures du
 soir.

Armentières, le 31 Décembre 1896.

A PROPOS DE BUDGET

De la discussion consciencieuse de ce budget des dépenses de 1897 se dégage, avec force, une sorte de moralité, à savoir que si, sur bien des points, le gaspillage des deniers publics n'est pas mûr et si, par suite, de notables économies peuvent être réalisées dans le fonctionnement de nombreux services, en revanche, il serait urgent de consentir à d'importants relèvements de crédits dans l'intérêt de la bonne administration, de la prospérité et de la sécurité même de ce pays.

Dans quelle mesure ces augmentations de dépenses auxquelles il est indispensable de se résigner et que nous voudrions même voir voter avec empressement, dépassent-elles le montant des réductions qu'il est possible d'opérer ? C'est là une balance assez difficile à établir, pour le moment. Ce dont nous ne doutons pas, malheureusement, — et la façon dont nous venons de poser la question le prouve suffisamment — c'est que les dépenses nouvelles l'emporteraient sur les économies.

Fâcheuse constatation, assurément ! Mais à quoi sert de nier la mal ? A quoi sert de retarder l'application du remède ?

Nous sommes trop à l'étroit dans notre budget, c'est l'évidence même. Depuis le commencement de cette discussion, qui vient d'être interrompue par la lecture du décret de clôture, il ne s'est pas passé un jour sans que la Chambre votât quelque relèvement de crédit ou manifestât son vif regret de ne point consentir à des augmentations de dépenses reconnues légitimes. Que de fois n'avons nous pas entendu le représentant du gouvernement et le porte-parole de la Commission du budget déclarer, à la tribune, que le seul souci de l'équilibre budgétaire les empêchait de consentir à une majoration de crédit dont ils se gardaient bien de nier l'utilité !

Encore faut-il tenir compte de ce sentiment bien naturel qui empêche nombre de députés de proposer toutes les augmentations de dépenses qu'ils jugent cependant indispensables. La crainte d'augmenter nos embarras financiers les paralyse. Ils restent muets à leur banc. Mais au fond du cœur ils se disent, en pensant au crédit qu'ils n'osent solliciter : « Voilà de l'argent qui se trait bien employé ! »

De temps en temps, cependant, la poussée est irrésistible. Et c'est ainsi que l'équilibre du budget de 1897 a subi de rudes assauts, soit que la Chambre ait voulu, en dépit de toutes les résistances, améliorer certaines situations absolument dignes d'intérêt, soit qu'elle ait fait passer avec raison, l'intérêt de la prospérité et de la sécurité nationale avant l'intérêt budgétaire.

La sécurité nationale ! C'est le souci suprême. C'est le souci de tous. Mais si des hommes sont mal placés que d'autres pour le ressentir, n'est-ce pas le ministre de la guerre, n'est-ce pas le ministre de la marine ?

Nous n'entendons pas ici faire le procès du général Billot et de l'amiral Bessard. Ce que nous allons dire ne s'adresse pas seulement à eux mais à la plupart de leurs prédécesseurs. Nous prétendons que, d'une façon générale, nos ministres de la guerre et de la marine manquent du courage nécessaire pour dire au Parlement toute la vérité sur les besoins de la défense nationale. Ils se laissent ballonner par leur président du conseil, par leur collègue des finances. Ils acceptent avec leur portefeuille, ce mandat impératif Pas d'augmentation de dépenses ! Et comme ils ont le sentiment que le passage au pouvoir ne sera pas de longue durée, ils étouffent le remords qu'ils éprouvent en se disant : « Mon successeur parviendra peut-être à entretenir librement le parlement de la situation dont ou me défend de parler ! »

Monsieur le Général Billot, si vous pouvez nous dire tout ce que vous avez sur le cœur, ne voudriez-vous pas prévenir les Chambres de la nécessité prochaine — hélas ! — où elles se trouveront de voter les fonds nécessaires pour la transformation de notre artillerie ?

Monsieur l'amiral Bessard, si vous aviez joué l'autre jour, à la tribune, de votre entière liberté, n'auriez-vous pas reconnu que deux cents millions ne sont pas de trop pour nous refaire une marine ?

Monsieur le ministre des colonies, ne vous est-il pas arrivé de supputer les dépenses que vont nécessiter la création d'une armée coloniale et la mise en valeur — c'est l'expression consacrée — de nos récentes conquêtes de la « France australe » notamment ?

Monsieur le ministre de l'intérieur, vous êtes un homme politique. Et le premier devoir de l'homme politique, c'est de prévoir. Ne prévoyez vous pas les dépenses que les lois sociales, depuis trop longtemps attendues, imposeront au budget de l'Etat ?

Et nous pourrions continuer longtemps, demandant au ministre de l'instruction publique de parachever la grande œuvre de la République, demandant aux ministres du commerce et des affaires étrangères de ne rien négliger pour nous assurer, à l'étranger, une représentation consulaire digne de nous ; demandant au ministre des travaux publics de multiplier les moyens de transport ; demandant au ministre de l'agriculture un meilleur aménagement de nos eaux, la restauration de nos montagnes, la reconstitution plus rapide de nos bois, une protection plus intelligente de nos industries agricoles.

LE PRÉTENDANT ARLEQUIN

Il est trop vert...
 Le duc d'Orléans remercia vivement son « cher Monsieur Cornély » d'avoir affirmé que « le grand principe monarchique n'avait rien à perdre et tout à gagner à des manifestations plébiscitaires... » Le prétendant est bien le fils de son père qui alimentait de son argent — et surtout, en bon d'Orléans de celui de ses amis — le boulangisme monarchique, celui de la fameuse « trouée » de M. Arthur Meyer.

Si la lettre à notre confrère du *Gaulois* est un *critérium* de l'état d'esprit du petit duc, ses meilleurs amis seront bien forcés de reconnaître qu'elle n'est pour l'avenir du parti monarchiste, rien moins que rassurant. L'incohérence y éclate à chaque mot et chaque ligne démontre clairement que le prétendant hypocrisité par le trône vague de son rêve ambitieux n'a pas plus de fixité dans le caractère que de dignité dans la conscience. Nous voilà bien loin du comte de Chambord.

C'est en habit d'arlequin que le roi de M. Cornély se présente aux populations. Chacun y trouvera sa couleur ; mais, justement, à cause de cela, personne en verra.

Nous venons de le voir plébiscitaire comme les boulangistes ; le voilà maintenant qui renie la doctrine politique et familiale du fameux « *Enrichissez-vous* » En dérivant : « ma fonction est de faire que l'argent ne soit pas tout ! Il devient révolutionnaire. Pour les libéraux, il se fait vaticaneux et s'incline devant l'Eglise en disant qu'il est heureux « de pouvoir donner une marque de déférence aux libérés rattachés » ; mais pour les libéraux, les gallicans, il rappelle que la « tradition monarchique est de s'opposer nettement aux tendances des Eglises vers le pouvoir politique ».

Ce n'est pas tout. Le duc d'Orléans, qui, comme on le sait, a beaucoup de sang étranger dans les veines et éprouvait récemment une pinçasse de la Triplec, a éprouvé le besoin d'affirmer son cosmopolitisme en parlant de ses relations de famille « à l'étranger ». Ce n'est peut-être pas très délicat, ni très heureux.

Au résumé, le prétendant ne se risque pas dans la bataille électorale de Brest, et ce, non pas, comme il l'a dit, parce que cette circonscription « paraît utile à l'Episcopat », mais, au vrai, parce que des raisons qui ressemblent fort à celles qui décident le bon Panurge à s'abstenir quand il avait risqué de coups.

Nous conseillons au duc d'Orléans de garder toujours la même prudence.

LES AFFAIRES DE TURQUIE

La situation ne s'éclaircit point. Et, cependant, chacun sent que cela ne peut durer longtemps. Tous les démentis, plus ou moins officiels, que le Sultan Porte fait donner aux nouvelles pessimistes, transmises par ses journaux anglais, restent sans effet. On voit que, jusqu'ici, le sultan n'a cédé sur un point que pour se reprendre sur un autre, qu'il cherche à lasser les efforts de la diplomatie, et se tient toujours prêt à profiter de la moindre apparence de désaccord pour ne donner suite à ses promesses.

Les ambassadeurs des six puissances discutent et ne concluent pas. Ils ont décidé de garder le secret sur leurs négociations. Mais, au fond, cette discrétion n'indique-t-elle point une passivité qui fortifie, autour du sultan, le parti de la résistance quand même ?

Pour jeter de la poudre aux yeux, les journaux turcs s'exaltent sur la libéralité, la magnanimité du sultan abandonnant une faible partie de sa liste civile afin de permettre à ceux qui ont dressé le budget de l'Empire, de présenter — sur le papier — un excédent. Si c'est ainsi que l'on compte affermir le crédit de l'Empire, l'erreur est profonde.

Mais l'erreur est partout ! On renvoie de Constantinople deux régiments de cavaleries hardes, mais on en appelle deux autres ; et, cette amnistie générale des Arméniens dont on attendait tant d'effet, s'opère dans des conditions qui sont un nouveau défi à l'Europe civilisée. Les prisonniers sont libérés par escouades de quinze à vingt chaque jour, après avoir prêté serment de fidélité au sultan et avoir été photographiés.

Nous comprenons que, dans ces conditions, le patriotisme arménien, qui aurait dû exercer son contrôle sur l'accomplissement de cette œuvre, ait été atteint de l'influence et soit alté.

Comment cela finira-t-il ?

L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS

L'attitude de la France et de l'Angleterre. — Nouvelle inexacte

Madrid, 29 décembre.
 La nouvelle, donnée par un journal anglais, d'une demande faite par l'Espagne à la France et à l'Angleterre, relative à leur attitude dans l'éventualité d'une guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis, et d'une réponse ajournant la décision est absolument inexacte.

On affirme de la manière la plus ferme qu'il n'y a pas eu d'interrogation de l'Espagne et, par conséquent, aucun refus de réponse, ni pour les puissances mentionnées ni pour aucune autre.

INFORMATIONS

Londres.
 Le correspondant du *Daily Telegraph* à Saint-Petersbourg, dit que le tsar, avant de prendre aucune décision au sujet des « affaires de Turquie, demanda l'avis du Conseil impérial auquel M. de Nélidoff soumit son projet qui consistait en l'occupation militaire de Constantinople et de la côte asiatique de la Mer Noire.

M. de Witte, dans sa réponse, condamna ce projet comme contraire aux intérêts de la Russie, et déclara ne pas avoir les fonds nécessaires.

La Russie est prospère, aurait ajouté le ministre des finances, mais si nous nous embarquons dans une politique d'aventures, nous y perdrons beaucoup. Le tsar ayant appris que la majorité du conseil était opposée à toute intervention en Turquie, fit observer que c'était également son opinion, et M. de Nélidoff reçut alors l'ordre d'obtenir des réformes en Turquie, mais seulement par des moyens pacifiques.

Londres.

On télégraphie de Vienne au *Daily Telegraph* :

Les ambassadeurs à Constantinople demandant la démission des ministres des finances et de l'intérieur.

L'Espagne et les Etats-Unis

Nous recevons la dépêche suivante que nous ne croyons devoir publier que sous les plus expresses réserves et en laissant au journal américain *The Post* toute la responsabilité de cette nouvelle :

Washington, 20 décembre.
The Post apprend que M. Olney, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et M. Dupuy de Lôme, ministre d'Espagne à Washington, sont tombés d'accord sur un arrangement relativement à Cuba, arrangement qui serait basé sur une communication officielle de M. Canovas.

D'après le journal américain, l'Espagne inviterait les Etats-Unis à proposer aux insurgés les conditions arrêtées par le gouvernement espagnol. Et s'exprimerait en outre ses regrets pour les préjudices causés au commerce américain par la campagne cubaine, et consentirait à la conclusion d'un traité de réconciliation qui donnerait compensation aux Etats-Unis pour ces préjudices.

M. Canovas, dans son communiqué, expliquerait que l'Espagne accepterait les bons offices des Etats-Unis comme intermédiaires et garants de l'amnistie et de l'exécution des nouvelles réformes.

The Post ajoute que la forme de gouvernement proposée par l'Espagne pour Cuba ne comporterait pas l'indépendance ; celle-ci pourrait cependant être

Feuilleton du Journal d'Armentières

70

LES PÉCHERESSES

PAR
 XAVIER DE MONTÉPIN

Mignonne

IV

La grotte

— Vous... monsieur Charles ?...
 — Que répondriez-vous ?
 — Je répondrais... je répondrais...
 — Pourquoi ?
 — Parce qu'un grand monsieur comme vous ne peut pas aimer une pauvre personne comme moi...
 — Vous pensez, Mignonne ?
 — Dam ! il me semble...
 — Enfant, interrompit Charles en attirant la jeune fille dans ses bras et en l'y retenant presque de force, vous avez tort de penser ainsi, car, au vrai que vous sentez battre mon cœur,

de nouveau la taille de Mignonne.

La jeune fille se cambra instinctivement pour se dérober à cette douce étreinte.

La force lui manqua, ou plutôt le courage.

Au bout d'un instant, sa taille assouplie ne résista plus au bras caressant qui la pressait.

La pauvre enfant reprit bientôt sa place, non plus cette fois à côté de Charles, mais sur les genoux du jeune homme.

Ce dernier l'enferma dans ses bras et la serra passionné sur son cœur.

— Tu m'aimes, n'est-ce pas ? tu m'aimes ?... murmura-t-il à son oreille.

Mignonne ne répondit pas. Mais sa respiration entrecoupée, sa poitrine haletante, parlaient assez pour elle.

Charles, trop naïf encore pour comprendre toute l'éloquence de ce muet langage, répétait d'une voix indistincte :

— Dis moi que tu m'aimes, Mignonne... car je t'aime, moi... je t'aime... je t'aime... !

A mesure qu'il parlait ainsi, sa bouche s'approchait davantage du visage

de la jeune fille, dont sa respiration ardente brûlaient les joues empourprées.

Bientôt sa bouche se colla sur ses joues.

Et enfin ses lèvres trouvèrent les lèvres de Mignonne.

Sous ce baiser de feu, le premier qu'elle eût jamais reçu, la paysanne sembla près de perdre connaissance. Un frémissement nerveux passa dans tous ses membres.

Puis un anéantissement presque complet succéda à cette émotion trop vive et son corps charmant s'affaissa dans les bras de Charles.

Sans être un roué bien habile, tout à la place de ce dernier, aurait profité de ce demi-évanouissement voluptueux qui lui livrait la jeune fille sans défense.

Mais notre héros ne comprit rien aux symptômes, si clairs et si significatifs cependant, qui se manifestaient en lui. Il eut peur.

Il recula devant un triomphe facile et assuré.

Il dénoua la chaîne vivante qui liait la jeune fille à son cœur et il s'assit avec des précautions infinies sur la mousse desséchée qui tapissait la

grotte témoin de cette expansion d'a-

mour à laquelle il ne manquait qu'un dénouement.

A peine Mignonne fut-elle aussi soustraite à l'action du fluide magnétique et amoureux qui s'échappait des baisers de Charles pour jeter le désordre dans ses sens vierges encore, qu'elle revint complètement à elle-même.

Son premier mouvement fut de cacher dans ses deux mains son visage pourpre de pudeur et d'amour.

Mais bientôt elle releva la tête et attacha sur les yeux de Charles, agouaillé devant elle, un regard long et brûlant.

Il y avait dans ce regard une expression si douce de reproche tendre et indécis, que Charles devina une partie de la faute ou de la maladresse qu'il venait de commettre.

Il essaya de la réparer.

Mais il était trop tard.

A suivre